



## Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Culture et patrimoine historique

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD

## **Culture et patrimoine historique - Protocole de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes concernant l'accès au programme ÉcoMétropole dans le cadre du Schéma de mutualisation**

Monsieur Roger CAIZERGUES, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Par délibération n°14635 du 17 mai 2017 ont été autorisées la signature et l'expérimentation du protocole de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de la Métropole pour l'accès au programme ÉcoMétropole de l'Écolothèque.

L'objectif de ce dispositif est de promouvoir la prise en compte des préoccupations environnementales auprès de tous les enfants du territoire métropolitain et d'apporter aux équipes pédagogiques des communes des appuis techniques et pédagogiques pour mettre en place des projets d'animation sur ces thématiques. Ainsi les enfants pourront bénéficier dans leur cadre communal d'une approche sensible et ludique de l'environnement par des agents renforcés dans leurs compétences.

Par délibération en date du 25 janvier 2018 a été approuvée l'intégration du programme ÉcoMétropole au schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole, en tant qu'action de la coopérative de services auprès des communes, mettant ainsi fin à la période d'expérimentation.

Par délibération en date du 31 mai 2018 ont été approuvées les modifications du protocole suivantes :

- Mise en place d'une contribution forfaitaire des communes dont le montant sera arrêté dans le cadre du groupe de travail, et qui figurera dans la grille tarifaire de l'Ecolothèque, elle-même approuvée par délibération du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Prolongation d'un an de la durée de ce protocole, qui arrivera ainsi à échéance au 15 septembre 2020 ;
- Ouverture de la possibilité de résilier le protocole par notification avec accusé de réception adressée à l'autre partie. Cette résiliation entre en vigueur pour l'année scolaire suivant la date de l'accusé de réception, encadrant ainsi l'impact d'une modification tarifaire en cours d'année.

En 2019, ce sont déjà 22 communes (Castelnau-le lez, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-lez, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone) qui ont signé le protocole de partenariat du programme ÉcoMétropole.

Les actions développées en 2019 représentent 2 098 jours/enfants et 267 jours de formation ou d'appui technique pour les animateurs des communes, contre 184 jours l'année précédente, soit une augmentation de 45 % par rapport à 2018.

Au vu du succès de ce programme, la présente délibération propose d'actualiser la durée de ce protocole afin de préciser qu'elle arrive à échéance le 15 septembre 2022 et qu'elle est renouvelable.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver le protocole de partenariat entre les communes et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant à signer le protocole de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-137999-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- annexe\_deliberation.PROTOCOLE\_\_PARTENARIAT\_ECOMETR1597822289854.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.